



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **12 AOÛT 2021**

**portant mise en demeure à la société GRAVIÈRE ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
de se mettre en conformité avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral
n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété ainsi qu'avec certaines prescriptions de l'arrêté
ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux
installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au
titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection
de l'environnement,
pour son site de carrière d'Aspach-Michelbach (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 portant autorisation à la société Gravière et Travaux Publics de la Thur, d'exploiter (renouvellement et extension) une carrière de sable et gravier à Aspach-le-Haut, au titre du titre 1^{er} du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-274-0084 du 1^{er} octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Gravière et Travaux Publics de la Thur, s'agissant de la modification des conditions d'exploiter et de remise en état de sa carrière d'Aspach-le-Haut, au titre du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site le 29 juin 2021 ;

VU le rapport du 21 juillet 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour depuis plus de deux ans, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'absence d'un plan d'exploitation répondant aux exigences de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé, ne permet pas à l'inspection des installations classées de statuer sur le respect des conditions d'exploitation de la carrière définies aux articles 15.1 et 15.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé dont notamment la profondeur maximale de défrètement à la cote 295 mNGF ;

Considérant que l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2014-274-0084 du 1er octobre 2014 susvisé, autorise une installation temporaire de recyclage supérieure à 200 kW soumise au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à la rubrique 2515-1 ;

Considérant que les installations soumises à la rubrique 2515-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement doivent respecter les dispositions de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, que l'installation de recyclage avait été acquise par l'exploitant et ne pouvait plus être considérée comme une installation temporaire, restant en permanence sur le site de la carrière, que cette modification n'avait pas été portée à la connaissance du préfet ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé et qu'il convient d'y remédier ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, l'absence d'aire étanche et de rétention permettant la récupération et le traitement des eaux susceptibles d'être polluées associée à l'installation de recyclage ce qui constitue un non-respect de prescriptions des articles 6, 21 et 29 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, l'absence de rétention étanche sous le stockage de la cuve de carburant ainsi que l'absence de récupération des eaux ou des liquides résiduels associés à l'aire étanche de ravitaillement et d'entretien des engins de chantier, ce qui constitue un non-respect de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, l'absence de surveillance semestrielle de la qualité des eaux de procédé rejetées dans le plan d'eau de la carrière après décantation, ce qui constitue un non-respect de l'article 28.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, que les ouvrages de surveillance des eaux souterraines (les piézomètres) ne possédaient pas de code national BSS (Banque du sous-sol) et que les informations techniques de conceptions de ces ouvrages ne lui avaient pas été communiquées, ce qui constitue un non-respect de l'article 28-3-1-1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 29 juin 2021, l'absence d'un suivi annuel piézométrique, ce qui constitue un non-respect de l'article 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société GRAVIÈRE ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 22 rue Principale – ASPACH-MICHELBACH (68700), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 7, 17, 18, 21, 28.2, 28-3-1-1 et 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé ainsi qu'avec les prescriptions des articles 6, 21 et 29 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour sa carrière d'ASPACH-MICHELBACH (68700).

Article 2 : Plan d'exploitation

Au plus tard le 1^{er} septembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 17 et 18 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation actualisé :

Article 17 – Contenu

« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les mètres d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (équidistantes, tous les mètres de profondeur),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,

- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres et éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »

Article 18 – Mise à jour

« Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans. »

Article 3 : Dossier de modification

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation [...].

[...]. »

Article 4 : Installation de recyclage

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 6, 21 et 29 de l'arrêté ministériel de prescription générale du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant transmet au préfet un planning de réalisation des travaux pour la mise en conformité de son installation :

Article 6

« [...]

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées.

[...]. »

Article 21

« [...]

III. — Rétention et confinement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

[...]

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, [...]. »

Article 29

« [...]

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

[...]

Les eaux pluviales polluées (EPP) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté [...]. »

Article 5 : Rétention de la cuve de stockage de carburant

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé :

« [...]

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipient de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 l

[...]. »

Article 6 : Prévention des pollutions

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant transmet au préfet son projet de réaménagement avec un planning de réalisation associé :

« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont à éliminer comme des déchets.

[...]

L'aire de stationnement du véhicule-citerne assurant le ravitaillement en carburant sera associée à un dispositif de rétention dimensionné selon les mêmes règles précédemment prescrites.

[...]

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent pas être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets. »

Article 7 : Surveillance des rejets d'eaux de traitement de matériaux

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé, l'exploitant procède à la surveillance de ces rejets et transmet les résultats au préfet :

« La surveillance de la qualité des eaux de procédé rejetées dans le plan d'eau de la carrière, dont il est fait état à l'article 23.1 du présent arrêté, sera assurée à une **fréquence semestrielle**. Les paramètres de suivi sont : PH, Hydrocarbures totaux, Demande Chimique en Oxygène, Matières en suspension, chlorures et sulfates. »

Article 8 : Ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Au plus tard le 30 septembre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 28-3-1-1 et 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé :

Article 28-3-1-1 : conception du réseau

« [...]

l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- les informations techniques de conceptions des ouvrages et puits utilisés dans le cadre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines (coupes d'implantation, hauteur de crépinage, etc...),

- les indices BSS de ces 3 ouvrages.

[...]. »

Article 9 : Suivi piézométrique

Au plus tard le 30 novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 28-3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-216-26 du 3 août 2004 complété susvisé :

Article 28-3-2-2 - Suivi piézométrique

« [...]

Au moins une fois par an, et en période de hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance.

[...]. »

Article 10 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société Gravière et Travaux Publics de la Thur, 22 rue Principale – 68700 ASPACH-MICHELBACH.

À Colmar, le **12 AOUT 2021**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.